

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > **Le retour de l'austérité fera-t-il éclater les contradictions du « modèle (...) »**

Le retour de l'austérité fera-t-il éclater les contradictions du « modèle allemand » ?

vendredi 26 janvier 2024, par [CHAKARYAN BACHELIER Jérôme](#) (Date de rédaction antérieure : 18 janvier 2024).

Le 15 Novembre 2023, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a plongé le gouvernement allemand dans une nouvelle crise. Elle a contesté la légalité de l'utilisation de 60 milliards d'euros appartenant à un fonds créé lors de la crise du Covid-19, eu égard à la limite d'endettement fixée à 0,35 % du PIB par la Loi fondamentale allemande depuis 2009. Saisie par le parti chrétien démocrate d'opposition (CDU/CSU), la Cour a statué que cette somme ne pouvait échapper aux règles budgétaires. Une décision lourde de conséquences pour l'Allemagne, contrainte à un tour de vis austéritaire alors que son excédent commercial chute et que le nombre de pauvres atteint des records. En toile de fond, ce sont les contradictions du modèle allemand - qui recourait à des subventions aux exportations - qui s'accroissent. Le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AFD) apparaît comme le grand gagnant de cette séquence.

Sommaire

- [L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE MENACÉE](#)
- [AUSTÉRITÉ, SUBVENTION AUX](#)
- [LA FAILLITE D'UN MODÈLE ?](#)

Si le gouvernement actuel, composé du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), des « Verts » allemands (Die Grünen) et du Parti libéral-démocrate (FDP, droite libérale), est appelé à revoir son budget fédéral, ce sont également tous les responsables des régions où figurent tous les partis politiques - hormis l'AFD - qui vont devoir réécrire leur copie. Ce ne sont pas moins de vingt-neuf fonds fédéraux qui représentent 869 milliards d'euros qui ont été utilisés, et qui ont permis à l'Allemagne de maintenir son économie à flots. En 2023, l'utilisation de ces fonds représente 28% du budget ; ainsi, si on les intègre à la dette fédérale, celle-ci passe subitement de 40,5 à 78,5 milliards d'euros pour cette année... Autant dire que si l'Allemagne a pu afficher un taux d'endettement si faible, c'est au prix d'un maquillage comptable.

Derrière la « première économie d'Europe », une crise en gestation ? Longtemps, l'hégémonie allemande sur le continent a reposé sur deux piliers : un excédent commercial permis par le marché commun et une énergie à bas prix, qu'autorisaient notamment les importations de gaz russe. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ce second pilier a été brutalement renversé.

L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE MENACÉE ?

Le surplus commercial allemand est quant à lui le produit d'une longue histoire politique et institutionnelle. C'est à la fin du XIX^e siècle que l'Allemagne développe son industrie lourde, grâce au protectionnisme et au volontarisme bismarckien. Les avantages comparatifs ainsi acquis,

l'Allemagne devait les garder pour les décennies à venir. Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne conserve ce statut de puissance exportatrice – notamment dans le domaine chimique, automobile et logistique. La réunification (1990) et l'adhésion à la monnaie unique (2002), qui interdit aux pays concurrents de dévaluer – et de se protéger ainsi des exportations allemandes –, ne font que renforcer la domination allemande sur le continent.

Ce cadre institutionnel induit une contrepartie douloureuse pour ses salariés. Libre-échange et concurrence internationale obligent, l'Allemagne est conduite à une politique de compression salariale et de dérégulation du droit du travail. De même, elle se tient longtemps à une restriction budgétaire qui lui permet de respecter les critères de Maastricht. Dans la Loi fondamentale allemande, amendée par un vote de 2009, ce n'est pas la règle des 3% qui prévaut mais celle des... 0,35 %. En d'autres termes, le déficit budgétaire primaire annuel du pays ne doit pas dépasser l'équivalent de 0,35% de son PIB. Pour l'année 2022, cela représenterait un montant maximal de 13,5 milliards d'euros...

La situation allemande n'était guère reluisante avant même l'arrêt de la Cour de Karlsruhe. Que l'AFD arrive en première position dans toutes les circonscriptions de l'ancienne RDA ne doit rien au hasard.

Le « modèle allemand » connaît ainsi un premier choc avec la crise de 2008. Devant les risques de faillites en chaîne des entreprises, les restrictions budgétaires semblent de moins en moins tenables. L'article 115 de la Loi fondamentale est alors activé : il permet l'utilisation de « fonds spéciaux ». Le Sonderfonds Finanzmarktstabilisierung – fonds spécial de stabilisation des marchés financiers – met ainsi à disposition, de 2008 à 2010, une somme de 400 milliards d'euro afin de sauver le système bancaire européen et l'économie allemande, permettant aux exportations de repartir à la hausse. L'article stipule qu'en cas « de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence exceptionnelle qui échappent au contrôle de l'État et compromettent considérablement les finances publiques, ces limites supérieures de l'emprunt peuvent être dépassées sur décision de la majorité des membres du Bundestag ».

Cependant, dès 2016, la règle dite de « frein à l'endettement » est respectée, entraînant un sous-investissement chronique dans de nombreux domaines ; sanitaire, scolaire, militaire... Les conséquences sociales ne se font pas attendre. En 2021, ce sont 13,8 millions d'Allemands qui vivent dans la pauvreté. Un triste record depuis la réunification, que les excédents considérables de l'Allemagne ne l'ont pas empêchée d'atteindre.

AUSTÉRITÉ, SUBVENTION AUX EXPORTATIONS ET ALLÉGÉANCE À L'OTAN : LES CONTRADICTIONS DU MODÈLE ALLEMAND

La pandémie n'épargne pas davantage l'Allemagne que les autres : manque de masques, de personnel hospitalier, de médicaments, etc. La dépendance à l'égard de la Chine la met dans une position inconfortable, tandis que la Chine elle-même s'émancipe peu à peu de l'industrie allemande grâce à la montée en gamme de son secteur industriel. Pour répondre à cette situation, l'article 115 est de nouveau utilisé. Olaf Scholz, ministre social-démocrate des Finances sous le dernier mandat d'Angela Merkel, met à disposition du budget fédéral un fonds de 200 milliards d'euros. Un geste unilatéral, perçu comme une subvention directe aux exportations, qui ne manque pas de faire grand bruit dans les capitales européennes, régulièrement sermonnées par Berlin pour leur manque de rigueur budgétaire...

L'arrivée de Donald Trump modifie également la donne dans le domaine commercial et militaire.

Tandis qu'il met en œuvre des mesures protectionnistes, il demande au gouvernement allemand de revoir son budget militaire à la hausse. Celui-ci s'engage alors à l'accroître à hauteur de 2% du PIB – soit 80 milliards d'euros. Un vœu qui entre en contradiction frontale avec le respect de la « règle des 0,35% ». La défaite de Donald Trump et l'intronisation de Joe Biden ne changent pas la donne. Bien au contraire : le prélèvement de nouveaux droits de douane sur les produits européens est mis à l'ordre du jour. Dans le même temps, l'engagement de l'OTAN auprès de l'Ukraine ne fait qu'accroître la pression mise sur Berlin quant au respect de ses objectifs budgétaires dans le domaine militaire.

Nouvelle crise, même solution. Face à l'urgence, le nouveau chancelier Olaf Scholz recourt au même artifice : un nouveau « fonds spécial » de 100 milliards d'euros est mis à disposition d'une Bundeswehr pourtant soumise à la plus stricte austérité dans la période pré-Covid. Lorsque Moscou lance ses chars sur Kiev, c'est toute la politique énergétique de Berlin qui est mise en cause. C'est aussi son modèle commercial : la capacité productive de l'Allemagne reposait en effet sur une énergie peu chère. Olaf Scholz est bientôt contraint de créer un nouveau fonds, de 150 milliards d'euros, surnommé le « double vroumvroum »...

LA FAILLITE D'UN MODÈLE ?

Rarement un chancelier allemand avait dû faire face à de tels défis. Un temps, Olaf Scholz avait entretenu l'illusion qu'à la tête du SPD, il allait rompre avec les fragilités évidentes du « modèle allemand » et remettre en question les fameuses « lois Hartz IV » de dérégulation salariale. La décision de la Cour met un coup d'arrêt définitif à ces velléités. À présent, tous les budgets des ministères sont revus à la baisse. Seul celui de la Défense est épargné, et l'aide apportée à l'Ukraine a même doublé, passant à 8 milliards d'euros... Dans la perspective d'un nouvel accroissement, Olaf Scholz n'a pas exclu d'utiliser à nouveau l'article 115. Et de créer, ex-nihilo, un énième « fonds »...

Cette fois, les louanges de la presse européenne et des milieux bancaires n'auront pas raison de la réalité. Les réussites en termes d'excédents commerciaux ne parviennent plus à masquer les sacrifices exorbitants imposés à toute une frange de la population. L'arrivée au parlement fédéral du parti d'extrême droite AFD (Alternative für Deutschland) avec 94 députés en 2017 – premier groupe parlementaire d'opposition – a bien provoqué un électrochoc dans la société allemande. Aucune réponse politique n'y a cependant été apportée. La présence du parti libéral FDP dans la coalition actuelle, le plus grand défenseur des politiques austéritaires et de la règle des 0,35%, est la garantie qu'aucun changement d'ampleur ne surviendra – si tant est que le SPD ait une quelconque velléité d'en impulser...

La situation allemande n'était guère reluisante avant même l'arrêt de la Cour de Karlsruhe. Que l'AFD arrive en première position dans toutes les circonscriptions de l'ancienne RDA ne doit rien au hasard. Elle aura donc vraisemblablement le mandat pour former des coalitions au niveau des régions dans toute l'Allemagne de l'est lors des prochaines élections régionales. On voit mal comment l'arrêt de la Cour pourrait ne pas radicaliser cette dynamique.

Jérôme Chakaryan Bachelier

P.-S.

- Le Vent se lève (LVSL). 18 janvier 2024 :

<https://lvsl.fr/le-retour-de-lausterite-fera-t-il-eclater-les-contradictions-du-modele-allemand/>